



Le 11 juin, dans le village repris d'Avaete, près de Dourados (Mato Grosso do Sul), Elsa Paulo, devant la cabane où ses voisines sont mortes dans un incendie au printemps.

TOMMASO PROTTI POUR « LE MONDE »

Au Brésil, les Guarani-Kaiowa en quête de leurs terres ancestrales

REPORTAGE

KURUSU AMBA, DOURADOS (BRÉSIL)
- envoyé spécial

Dans l'étendue d'un désert, sans ombres ni contours, un éclat de poussière à l'horizon suffit à susciter la panique. Les hommes, visages striés de peinture ocre, saisissent des bâtons cérémoniels utilisés comme armes de guerre. A l'arrière, les gamins crient, courent, cherchent du secours dans le regard des mères et des vieillards. Mais vite, la rumeur de l'attaque s'éloigne. Ce n'était qu'une voiture de passage, perdue sur la route. Le village respire, jusqu'au prochain panache.

Aux confins du Centre-Ouest brésilien, Kurusu Amba est un point infime, indiscernable : une poignée de tentes en plastique et de branchages, abritant des indigènes guarani-kaiowa, campant sur des matelas posés à même le sol. Pas d'électricité, pas d'eau, sinon celle d'un ruisseau saturé de pesticides. Sous une bâche, la tête d'un sanglier à barbe blanche cuit sur un brasero improvisé. Il a fallu près de dix heures au chasseur du jour, armé d'une simple lance et atteint d'une maladie des yeux, pour harponner la bête.

Le ciel bleu infini est lourd de menaces. Il y a d'abord celle des *capangas*, ces hommes de main des fermiers à la gâchette facile quand il s'agit de chasser l'indigène. « On vit dans la peur. Les Blancs nous tirent dessus, à la carabine, presque tous les jours », confie Celia Pereira, 27 ans, une Kaiowa au visage peint de noir de jais. A la première alerte, tout le monde court se mettre à l'abri dans les bosquets. Des campements comme celui-ci, baptisés *retomadas* (« reprises » en français), il en existe des dizaines, voire des centaines, au Mato Grosso do Sul, Etat rural, frontalier du Paraguay, vaste comme l'Italie mais peuplé d'à peine 2,7 millions d'habitants.

La région concentre l'une des plus fortes présences indigènes du Brésil : 116 000 personnes, soit 4,2 % de la population de l'Etat, cinq fois la moyenne nationale. Majoritairement guarani-kaiowa, le deuxième plus grand peuple autochtone du pays, les voilà engagés dans un combat périlleux : la reconquête de leurs terres ancestrales. A Dourados, riche et fade cité de béton et de champs

Dans l'Etat du Mato Grosso do Sul, les indigènes qui essaient de récupérer les territoires dont ils ont été spoliés se heurtent aux violences des grands fermiers. Une tragédie face à laquelle la gauche au pouvoir reste impuissante

de soja comptant 250 000 âmes, un habitant sur dix est amérindien. Ici, comme ailleurs, les Kaiowa, « ceux de la forêt », ont perdu leurs terres et avec elles leur raison d'être, délogés au profit des cultures de maté, de canne à sucre, puis de soja, relégués dans une poignée de réserves, tandis que la forêt était méthodiquement passée à la tronçonneuse. Mais depuis une vingtaine d'années, les Guarani-Kaiowa réoccupent leurs terres d'autrefois, dans l'espoir de les voir reconnues officiellement comme territoire indigène. Et qu'importe si c'est illégal. « C'est notre droit ! Nous étions là avant les Blancs. On ne demande que ce qui est à nous ! », tonne Nestor Veron, 57 ans, chef de file de la *retomada* d'Yvu Vera, dissimulée dans des fourrés en marge de Dourados. Là, entre les masures rafistolées, un singe capucin, enfermé dans un chariot, dévore du pop-corn.

VIOLS D'INDIGÈNES

Nestor Veron ne compte plus les fois où les fermiers ont tenté de déloger les siens à coups de fusil. Furieux de voir une partie, même mince, de leurs champs occupée, les latifundiaires n'hésitent pas à déployer des drones, à arroser les cabanes de pesticides, et ont même lancé un tracteur blindé pour écraser la *retomada*. Une voisine, Claudiene Gomes, 48 ans, coiffe en coton coloré autour de la tête, tenait sa fille de 1 an et 8 mois dans les bras quand on l'a aspergée de spray au poivre. « Pendant un an, ma fille a eu des difficultés à s'alimenter et a beaucoup maigri. Elle a failli mourir », témoigne-t-elle.

« Après tant de sacrifices, nous sommes prêts à nous battre jusqu'à la dernière goutte de sang ! », tempête Nestor Veron, dont le père, Marcos, cacique respecté, a été torturé et assassiné en 2003 par des *capangas*, son corps abandonné le long d'une route, alors

qu'il avait 74 ans. Un crime loin d'être isolé : en dix ans, près de 400 indigènes ont été tués dans le Mato Grosso do Sul – dans l'immense majorité issus du groupe guarani-kaiowa, devenu de loin le plus exposé à la violence, concentrant certaines années jusqu'à 70 % des meurtres d'Amérindiens du pays. Pour la timide Elsa Paulo, 55 ans, aucun doute : « les Blancs » ont tué ses voisines. Au milieu de sa *retomada* d'Avaete, non loin de Dourados, repose un quadrilatère de cendres grises, les restes d'une cabane, dévastée par les flammes le 31 mars. L'incendie, non élucidé, a coûté la vie à deux femmes de 36 ans et 60 ans, mais aussi à un bébé de 1 an. « Les fermiers brûlent les maisons en jetant de l'essence pendant qu'on dort », murmure l'indigène, brisée et apeurée.

Outre les meurtres, la région est pleine de récits de viols d'indigènes, parfois collectifs, commis par les *capangas*, de femmes enceintes au ventre piétiné, de fillettes de 12 ans enlevées et torturées dans les sous-bois... Les agresseurs s'en prennent à la foi des Kaiowa, mettant le feu aux *oga pisy*, ces grandes et fragiles cases en toit de chaume réservées aux rites et édifiées selon les cy-

211 Amérindiens assassinés en 2024

Malgré le retour de la gauche, les meurtres d'indigènes augmentent au Brésil. Selon le rapport annuel du Conseil indigéniste missionnaire, organisation catholique de référence dans la défense des peuples autochtones, publié le lundi 28 juillet, 211 Amérindiens ont été assassinés en 2024, soit trois de plus que l'année précédente. Des chiffres supérieurs à ceux enregistrés sous le mandat du président Jair Bolsonaro, et en hausse continue depuis trois ans. Les trois Etats comptant le plus grand nombre d'homicides sont ceux de Roraima, de l'Amazonas (tous deux en Amazonie) et le Mato Grosso do Sul. Le rapport signale aussi une augmentation préoccupante du nombre de suicides parmi les indigènes, en hausse de 15,5%.

cles lunaires. Entre 2020 et 2024, au moins 16 ont été réduites en poussière. Dans la région, les fermiers affichent sans vergogne leur mépris des Kaiowa et de leurs luttes. « Les retomadas, ça n'existe pas. Ce sont des invasions illégales. Point barre ! », fulmine Gino Ferreira, président du syndicat rural de Dourados. L'homme, un colosse portant un chapeau de cow-boy et à la voix de stentor, caricature du *fazendeiro* (« fermier ») brésilien, a une théorie bien arrêtée : « Les Indiens sont en réalité des trafiquants de drogue du Paraguay, armés et manipulés par la gauche pour rendre la vie infernale aux fermiers de droite. »

Al'image du Mato Grosso do Sul, Dourados a voté à 62 % en 2022 pour le président sortant d'extrême droite, Jair Bolsonaro, ennemi déclaré des indigènes, qu'il comparait à des « hommes préhistoriques ». « Les Indiens sont des êtres humains comme vous et moi... mais avec trente ou quarante ans de retard », renchérit Gino Ferreira, pour qui, de toute façon, « les Indiens ne veulent plus vivre comme des Indiens. Ils veulent un portable, une douche, un tracteur ».

« LA POLICE EST PAYÉE PAR LES FERMIERES »

Tous les Blancs ne sont certes pas aussi extrêmes. « Malheureusement, certains *fazendeiros* sont en train de devenir fous », déplore Nelson Amaral de Assunção. Descendant de migrants du Sud brésilien, ce petit producteur de 62 ans, installé près de Dourados, arbore fièrement la tenue des *gauchos* : pantalon bouffant, chapeau de feutre et gros ceinturon en cuir. « Ma famille a travaillé dur pour développer cette terre », affirme ce cultivateur et éleveur de cochons, brandissant fièrement un titre de propriété datant de 1940.

Autour de sa maison, les *retomadas* ont essaimé. « L'Indien n'est pas ce petit saint qu'on présente à la télé. Ils utilisent des techniques de guérilla, de terroristes. Ils sont armés de cocktails Molotov, ils ont menacé de tout brûler et de violer ma fille », témoigne Nelson Amaral de Assunção, avant de fondre en larmes. « Ils veulent de la terre ? Qu'on leur en donne ! Moi je veux la paix », sanglote-t-il, en n'oubliant pas de rappeler que « cinq cents ans se sont écoulés depuis l'arrivée des Portugais au Brésil » et que « les lois doivent être respectées ».

Mais les choses ne sont pas si simples. D'abord parce qu'au Mato Grosso do Sul, la loi est exécutée par un gouverneur, Eduardo Correa Riedel, 56 ans, *fazendeiro* de profession marqué à droite, qui a mis les troupes de la police militaire au service de son électoral. En 2022, à Guapoy, à 130 kilomètres au sud-ouest de Dourados, plus de 60 policiers ont été déployés contre les indigènes. Les forces de l'ordre étaient munies de fusils, de drones et d'un hélicoptère utilisé comme plateforme de tir. L'opération a fait un mort



et des dizaines de blessés. «La police est payée par les fazendeiros», dénonce Zelau (qui n'a pas souhaité donner son nom), 42 ans, l'un des leaders de la petite *retomada* de Tajassu, proche du bourg de Dourados, à 40 kilomètres au nord-est de Dourados. Lui-même a été emprisonné pendant un mois en septembre 2022 après une descente de la police militaire menée sans mandat judiciaire. En tout, près de 500 Kaiowa seraient emprisonnés dans la région, soit un taux d'incarcération quatre fois supérieur à la moyenne brésilienne. «De la pure persécution», peste Zelau.

Chez les Kaiowa, personne ne pense pour autant à porter plainte, pas même Creusa Fernandes, 63 ans, de la *retomada* voisine Guira Kambi'y. En septembre 2024, cette grand-mère occupée à écosser ses haricots, a été prise en chasse par des fermiers en pick-up, rouée de coups de bâton et criblée de balles en semi-caoutchouc. «La justice appartient aux fazendeiros. On est tout seuls», résume cette paysanne au dos marqué de cicatrices, sans argent pour se payer un avocat.

Lula? «Il est encore président?», s'étonne Miro, 65 ans, compagnon de Creusa Fernandes. Le président de gauche avait promis de faire des peuples autochtones une priorité, mais les résultats sont décevants. Le Mato Grosso do Sul ne compte toujours que sept territoires indigènes officiellement homologués, contre 60 à 110 en attente d'être reconnus. Il n'a pas empêché l'adoption par le Congrès en 2023 de la loi dite «du *marco temporal*» («repère temporel»), qui stipule que tout nouveau territoire ne pourra être reconnu que s'il était déjà occupé par des Amérindiens en 1988, année de promulgation de la Constitution. Suspendu par la justice, le texte fait fi des déplacements forcés et sonnerait le glas des espoirs kaiowa.

«Ce à quoi nous assistons, c'est avant tout à une grave défaillance de l'Etat fédéral», reconnaît Marco Antonio Delfino de Almeida. Le procureur de la République de Dourados se montre critique vis-à-vis de la proposition formulée en 2024 par Luiz Inacio Lula da Silva – ancien syndicaliste peu familier de la cosmogonie amérindienne – consistant, pour le gouvernement fédéral et la région, à acheter conjointement «une terre», quelle qu'elle soit, afin d'y installer les Kaiowa. «Les indigènes sont attachés à leurs terres sacrées, précises. Ils ne veulent pas finir déracinés comme les Cheyennes aux Etats-Unis», souligne le magistrat. En attendant, dans les *retomadas*, mais aussi dans les réserves comme Bororo et Jaguapiru de Dourados, où s'entassent plus de 20 000 indigènes, les jeunes sombrent dans la drogue, l'alcool, les trafics, et parfois pire. Dans le Mato Grosso do Sul, le taux de suicide des Amérindiens atteint des sommets : jusqu'à 105 pour 100 000 habitants certaines années, soit seize fois la moyenne nationale.

«Les Kaiowa ont une vie bouchée, sans futur», témoignent Bruno Vn, Tio Creb, Kelvin Mbareté et «CH», quatre trentenaires, attablés à Jaguapiru face à un maté matinal. Fondateurs du Brô MC, groupe de rap local en langue guarani, les compères, dont les chansons évoquent le racisme, l'exclusion et les *retomadas*, se sont déjà produits partout au Brésil et jusqu'aux Grammy Awards latinos de Miami. Mais en quinze ans, ils n'ont joué que deux fois à Dourados. «Même la musique a échoué à nous rapprocher des Blancs», déplorent-ils.

Pour se réchauffer le cœur, les indigènes ont peu d'options. L'un des rares lieux d'accueil est la Maison de la culture de Dourados, gérée par l'université. Mi-juin, quelques spectateurs y assistent à un rituel de chamanes. Maracas et bâtons de bambou rythment un *Nhembo'e*, une prière triste contre les fléaux. A l'arrière, dans l'ombre du parking, deux activistes kaiowa échangent à voix basse. Menacés par les *capangas*, harcelés en ligne, ils vivent cachés : adresse secrète, déplacements rares, séjours à l'étranger. L'un d'eux dit en soupirant : «La vérité, c'est qu'on est déjà morts. Ils nous ont tués.» ■

BRUNO MEYERFELD

L'exécutif brésilien se félicite de la baisse des homicides

Le résultat est dû autant aux actions du gouvernement qu'à l'accalmie en cours entre les principaux gangs et au vieillissement de la population

RIO DE JANEIRO - correspondance

A lors que le Brésil détiend, selon les données de l'Organisation des Nations unies, le titre du pays avec le plus grand nombre d'homicides au monde, une nouvelle donne introduit l'espoir de changer ce triste record. D'après un rapport publié le 24 juillet par l'ONG Forum brésilien de sécurité publique (FBSP), les homicides sont en baisse dans le pays : en 2024, le Brésil en a enregistré 44 127 – soit le niveau le plus bas depuis 2012, ce qui représente une diminution de 5,4 % par rapport à 2023 et de 25 % par rapport à 2012.

A la suite de cette annonce, plusieurs députés du camp du président Luiz Inacio Lula da Silva n'ont pas tardé à attribuer ces résultats aux politiques gouvernementales. «Ce sont des données encourageantes pour poursuivre la lutte en faveur d'un pays plus sûr», a déclaré sur X le sénateur Humberto Costa, membre du Parti des travailleurs.

Espèrent-ils que ces chiffres redorent l'image de la politique sécuritaire du président dans l'opinion publique? D'après une enquête de l'institut AtlasIntel et Bloomberg publiée le 8 juillet, 52 % des Brésiliens estiment que la sécurité publique s'est détériorée sous le gouvernement Lula, comparée à la période de son prédécesseur d'extrême droite, Jair Bolsonaro (2019-2022).

Pourtant, dès son retour au pouvoir en 2023, Lula a multiplié les initiatives en matière de sécurité publique. Dès la première année de son mandat, le budget al-

loué aux Etats par le biais du Fonds national de sécurité publique a été augmenté de 19 %, permettant un meilleur équipement des forces de police locales. Le président a également relancé le Programme national de sécurité publique et de citoyenneté, mis en place lors de son deuxième mandat, qui mise sur la prévention de la violence par des politiques sociales. Le 21 juillet 2023, le chef de l'Etat a aussi restreint la capacité des civils à se procurer des armes à feu, après la libéralisation des conditions d'accès sous Jair Bolsonaro. Ainsi, le nombre de nouveaux chasseurs, tireurs sportifs et collectionneurs a chuté de 79,4 % entre 2022 et 2024, selon le FBSP.

Toutefois, les experts soulignent que si les politiques du gouvernement ont pu accélérer la baisse des homicides, elles ne suffisent pas à expliquer à elles seules cette tendance. «Elle est aussi largement liée au vieillissement de la population», explique David Marques, coordinateur de projets au Forum brésilien de sécurité publique.

Augmentation des féminicides

Selon le dernier recensement démographique publié en 2023, la proportion de personnes de moins de 30 ans est passée de 49,9 % à 43,3 % entre 2012 et 2022. «Ce phénomène pèse lourdement sur la diminution des homicides, car la majorité des victimes de morts violentes intentionnelles [48,5 %] sont des jeunes [de moins de 30 ans]», précise David Marques.

A cela s'ajoute aussi «une accalmie entre les principales factions

En 2024, le pays a enregistré 44 127 homicides, soit le niveau le plus bas depuis 2012

criminelles du pays, le *Primeiro Comando da Capital* [PCC] et le *Comando Vermelho*», explique Daniel Hirata, sociologue à l'université fédérale Fluminense. En 2016, l'assassinat du trafiquant Jorge Rafaat Toumani – surnommé «le roi de la frontière» entre le Paraguay et le Brésil – avait ravivé la guerre entre ces deux organisations pour le contrôle des routes du trafic de drogue, entraînant un pic d'homicides en 2017, avec 63 880 morts. Mais ces dernières années, «le *Comando Vermelho* a noué des alliances avec d'autres groupes criminels et s'est renforcé dans le nord du pays, tandis que le PCC a consolidé sa présence dans le Sud», poursuit le chercheur.

Le rapport apporte toutefois une note plus sombre : malgré une légère baisse de 2,7 % des morts causées par la police entre 2023 et 2024 dans tout le pays, celles-ci ont augmenté dans 12 Etats. Le gouvernement fédéral dispose de peu de marge de manœuvre pour endiguer ce phénomène : au Brésil, la police militaire, qui intervient lors des opérations, dépend directement du gouverneur de chaque Etat. A Sao Paulo, dirigé par le gouverneur de droite Tarciso de Freitas, partisan d'une ligne dure contre la criminalité, les morts liées aux interventions

policières ont ainsi bondi de 61 % entre 2023 et 2024.

«Certains gouverneurs choisissent d'adopter une politique répressive pour des raisons électorales», explique Bruno Langeani, chercheur au sein de l'ONG Instituto sou da Paz, qui lutte pour la réduction de la violence. Dans un pays où 29 % des citoyens considèrent l'insécurité comme leur principal problème, selon un sondage Quæst publié le 2 avril, «la violence policière reste populaire auprès d'une partie de la population», déplore l'expert qui rappelle qu'une réforme constitutionnelle, visant à renforcer le contrôle du gouvernement fédéral sur la sécurité publique des Etats, est actuellement en discussion au Congrès.

Autre point d'alerte du rapport : à rebours de la tendance générale, les féminicides ont augmenté de 0,7 % entre 2023 et 2024, atteignant leur niveau le plus élevé depuis la reconnaissance juridique de ce crime en 2015, avec 1 492 femmes assassinées. «Les villes de l'intérieur du pays souffrent d'un manque de ressources et de politiques publiques véritablement consacrées à la lutte contre les féminicides», déplore Regina Barbosa, vice-présidente de l'Instituto Maria da Penha, une ONG engagée contre les violences faites aux femmes. «Il est également urgent d'améliorer les politiques de prévention contre les féminicides, ainsi que la formation des professionnels concernés», ajoute-t-elle, en espérant que les chiffres du FBSP feront office de signal d'alarme pour les autorités. ■

ANNE-DOMINIQUE CORREA

Des militaires entendus au procès de la tentative de putsch supposée de Bolsonaro

Trois ex-membres des forces spéciales auraient été chargés d'assassiner Lula et un magistrat

RIO DE JANEIRO - correspondant

F ace aux juges, Rafael Martins de Oliveira, lieutenant-colonel de l'armée brésilienne, a dû se rhabiller, littéralement. Convoqué lundi 28 juillet devant le Tribunal suprême fédéral, la plus haute juridiction du pays, ce dernier s'est présenté en uniforme militaire, avant d'être immédiatement rappelé à l'ordre par Alexandre de Moraes, le magistrat chargé de la procédure, qui avait strictement interdit le port de la tenue dans le cadre des auditions. Dix minutes ont été accordées à l'officier pour enfiler des vêtements civils.

Pour les magistrats, il était hors de question de faire de ce procès une tribune. Le lieutenant-colonel était en effet entendu dans le cadre de la très sensible enquête sur la tentative supposée de coup d'Etat menée fin 2022 par Jair Bolsonaro et ses proches, dans le but de renverser les résultats de l'élection présidentielle, remportée par la gauche de Luiz Inacio Lula da Silva. L'ex-chef d'Etat d'extrême droite (2019-2022), accusé d'avoir participé de manière «directe et effective» au putsch avorté, risque plus de quarante années de prison.

Les auditions de lundi revêtaient une importance particulière. Elles concernaient un

groupe bien spécifique de la conspiration, désigné comme le «Noyau 3», composé d'un policier et, surtout, de neuf officiers militaires.

Trois d'entre eux sont d'anciens *kids pretos* («gamins en noir»), surnom des forces spéciales, reconnaissables à leurs cagoules sombres. Un corps d'élite qui, selon l'enquête, aurait été chargé des «actions coercitives» du putsch – à savoir, l'assassinat de Lula et du juge Alexandre de Moraes, alors président du Tribunal supérieur électoral.

Comme attendu, les militaires se sont présentés en victimes innocentes. Le lieutenant-colonel de Oliveira, accusé d'avoir reçu l'argent destiné à organiser l'opération (dissimulé dans un vulgaire sac à bouteille de vin), a affirmé n'avoir «jamais eu connais-

sance» des préparatifs du coup d'Etat et s'est déclaré «prisonnier de guerre». Le colonel Marcio Nunes de Resende Junior, qui a lui aussi nié toute participation au complot, a dénoncé une «chasse aux sorcières» menée contre les forces spéciales de l'armée.

Un ancien *kid preto*, le lieutenant-colonel Hélio Ferreira Lima, a néanmoins reconnu l'authenticité d'un document retrouvé par la police, véritable «plan de putsch» prévoyant l'incarcération de plusieurs magistrats du Tribunal suprême fédéral.

Informations embarrassantes

Très compromettant, le dossier aurait été produit par ses soins et au plus haut niveau, avec les services de renseignement de la 6^e division de l'armée, à Porto Alegre (Sud). «Il s'agissait d'un scénario totalement hypothétique. Il ne fait aucune mention d'éliminer qui que ce soit et était encadré par des normes légales», a péniblement tenté de se défendre l'officier.

Ces dernières semaines, l'état s'est resserré sur les militaires, mais d'abord et surtout sur Jair Bolsonaro. Le soutien de son allié américain Donald Trump, qui a menacé d'instaurer des droits de douane à hauteur de 50 % à compter du 1^{er} août sur les importations brésiliennes, a durci la position des juges de Brasília,

soucieux de leur indépendance. Soupçonné de vouloir fuir à l'étranger et contraint de porter un bracelet électronique, l'ancien président brésilien est désormais interdit de s'exprimer sur les réseaux sociaux.

Le 28 juillet, le quotidien *O Estado de Sao Paulo* a par ailleurs révélé plusieurs informations embarrassantes issues d'échanges retrouvés sur le téléphone portable de Jair Bolsonaro, saisi par la police en 2023. On y apprend que l'ancien président a tenté de manœuvrer en coulisse afin d'inciter ses alliés au Congrès à obtenir l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire contre le juge Alexandre de Moraes, bête noire des bolsonaristes. Une initiative destinée à entraver la procédure judiciaire en cours.

Mais les magistrats du Tribunal suprême fédéral paraissent déterminés, et la procédure est d'ores et déjà entrée dans sa phase finale. Selon les bons connaissances du monde judiciaire local, les sentences devraient être prononcées par l'institution au cours du second semestre de 2025, peut-être dès septembre. De quoi éclaircir le paysage politique, à un an de l'élection présidentielle, prévue pour octobre 2026. ■

B.M.E.